

Production de l'étranger, xénophobie et couches populaires urbaines

Gérard Althabe

Résumé

Le discours politique trouve un échos réel dans les couches sociales populaires ; on s'interroge ici sur les conditions qui rendent intelligible cet écho et le succès que rencontre la campagne politique xénophobe. Schématiquement cette dérive est présentée comme trouvant ses racines dans la crise. On croit avoir épuisé la question en introduisant l'utilisation des Maghrébins comme des boucs émissaires. Il apparaît cependant nécessaire d'aller plus loin.

Abstract

Xenophobic political declaration correspond to a real preoccupation amongst the working classes ; in this paper we examine the conditions which underlie this preoccupation and the success encountered by xenophobic political campaigns. Briefly, this tendency is presented as originating in the crisis. The questions seems to have been explained by the introduction of die use of North Africans as scapegoats. However, it seems to be necessary to go further.

Citer ce document / Cite this document :

Althabe Gérard. Production de l'étranger, xénophobie et couches populaires urbaines. In: L'Homme et la société, N. 77-78, 1985. Racisme, antiracisme, étranges, étrangers. pp. 63-73.

doi : 10.3406/homso.1985.2221

http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1985_num_77_1_2221

Document généré le 25/09/2015

production de l'étranger, xénophobie. et couches populaires urbaines

GERARD ALTHABE *

CRISE ET XENOPHOBIE

Il faut tout d'abord évaluer les effets de la crise en prenant comme référence la conjoncture qui s'est créée durant les trente années de croissance économique, de plein emploi et de progression du niveau de vie, avec le formidable bouleversement dont la vie matérielle des familles a été le cadre ; les gens sont les acteurs d'un mouvement de promotion qui est le détachement de la pauvreté, c'est-à-dire de la précarité matérielle et des multiples formes de dépendance dont elle est le contexte. Ce mouvement de promotion s'inscrit dans la mise à distance de la condition des parents, du cadre de vie connu pendant l'enfance et dans une projection de sa perpétuation par les enfants, l'école étant le vecteur de cette continuité.

Ce mouvement est massif ; la quasi totalité de ceux qui composent les couches sociales populaires y sont à des degrés divers impliqués ; cependant il laisse hors de lui une minorité de familles qui restent emprisonnées dans la pauvreté, la précarité et l'assistance. Ces familles sont groupées dans des cités d'urgence ou dans des fractions des quartiers centraux oubliés par la spéculation immobilière.

Cette minorité, détachée des couches sociales populaires, est produite en acteur idéologique et en référence négative. Les rapports entre les acteurs passent par l'affirmation de la distance envers celle-ci, par l'édification de la différence ; ces pratiques ont d'autant plus de force que la distance reste fragile et que chacun est dans une continuité contenant le risque d'être repoussé vers ce pôle négatif, et de se voir impliqué dans cette référence. Il s'agit d'un dispositif de protection qui encadre le processus central de promotion sociale, individuel et collectif.

(*) École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Dans un tel cadre, la population des travailleurs immigrés s'accroît mais elle reste dominée par l'immigré en situation de passage : l'homme seul travaillant pour épargner. Non seulement il repartira dans son pays, mais sa présence en France puise son sens dans la position qu'il occupe ; l'argent épargné assure le fonctionnement des relations de parenté lignagers ou encore une promotion dans la société d'origine qui s'inscrit dans la logique de celle-ci.

Les immigrés travaillant alors en France sont des étrangers dans la mesure où ils sont pris dans une configuration dont le centre réside dans leur société d'origine ; c'est dans cette optique qu'il faut placer les relations établies en France. Ils ne sont en aucune manière implantés dans la société française. Leur position était illustrée par les bidonvilles dans lesquels habitent une grande partie d'entre eux ; les bidonvilles sont un fragment du monde étranger, du tiers-monde ; placés aux portes des agglomérations urbaines, ils n'en font pas partie ; ils sont des territoires étrangers relevant de l'insolite, voire du folklore.

L'installation des supplétifs algériens et de leurs familles en 1962 s'est effectuée dans la logique de cette conjoncture. Des cités se sont implantées dans la campagne, puis rapprochées des villes, mais ont été maintenues à la lisière des périphéries urbaines. Cette installation est en contradiction avec la nature de cette population dans cette période ; elle était en dissonance brutale avec le mode d'existence des immigrés.

Quelle corrélation peut-on établir entre la présence de la population d'immigrés et le processus décrit précédemment de promotion matérielle et sociale massive ? Les immigrés, maintenus dans la position d'étrangers, occupent des emplois disqualifiés, des postes dévalorisés dans les espaces inférieurs de la production ; ces positions sont de cette manière externalisées dans la mesure où elles sont peuplées d'étrangers ; ceux qui les occupent sont maintenus à la marge, presque en dehors de la classe ouvrière, avec les femmes.

Cette présence, de plus, introduit une coupure dans la production de la minorité des pauvres en acteur idéologique ; les hommes qui en font partie sont des exclus du travail salarié, ce qui a pour effet de réduire quantitativement cette population et de renforcer la séparation d'avec les couches populaires. Ce sont autant d'éléments qui favorisent la production de cette minorité en acteur idéologique. Ces pauvres sont secrétés par la classe ouvrière urbaine. Ils sont les produits de la ville ; durant cette période il y a en effet un mouvement d'entrée dans le travail industriel urbain des paysans expulsés des campagnes par les gigantesques transformations de l'agriculture.

L'ETHNICISATION DU PAUVRE

A partir de 1975, la crise a des effets qui se développent d'une manière de plus en plus pesante ; elle produit une rupture brutale dans le mouvement de promotion qui pouvait apparaître comme irréversible. Deux grands domaines en témoignent : les acquis dans les protections et les assurances sur l'avenir se décomposent ; l'école perd d'autre part sa crédibilité quant à l'assurance de la continuité de la promotion à travers les enfants. Le nombre de ceux qui se rapprochent dangereusement de la condition de pauvres et d'assistés s'accroît aussi, quoique ce processus soit mal défini et évalué.

Ainsi la production de la différence, de la distance avec ceux qui étaient produits en acteur idéologique constituant une référence négative devient de plus en plus aléatoire alors que s'accroît le sentiment du risque de se retrouver dans leur condition par le développement du chômage et la baisse du pouvoir d'achat.

Ces conditions sont favorables à l'utilisation de la population maghrébine ;

— le déplacement du processus de production de l'acteur idéologique intervient : on passe des pauvres qui sont une fraction endogène aux couches populaires, aux maghrébins qui se définissent par leur différence ethno-culturelle,

— se faisant on se sépare, dans l'imaginaire, de la condition dont ils sont les porteurs ; la condition de pauvre et d'assisté dont il est de plus en plus difficile de se distinguer, est ethnicisée. A travers cette opération on édifie une séparation et on sort de la continuité existant dans la situation présente.

Cette conjoncture, surgie de la crise, se traduit par une représentation xénophobe de la situation, par l'établissement de relations à connotation raciste. Il est possible d'appréhender cette traduction dans l'école — la perte de crédibilité de l'école passe par l'échec scolaire qui serait déterminé par la cohabitation avec les enfants maghrébins — et dans le travail — la présence des maghrébins est présentée comme la raison de la précarité qui s'est instaurée dans le champ du travail —.

Cette utilisation des maghrébins en acteur idéologique est une externalisation d'un processus qui était endogène et qui s'est constitué dans la période précédente : le pauvre autochtone construit en acteur idéologique. Elle est une réponse secrétée dans la société à l'énorme ressac qu'est la crise, ressac évalué à la référence de la croissance des trente années précédentes.

Parallèlement, dans le même contexte du développement des effets de la crise économique, la population maghrébine change de

position ; à travers le regroupement familial, les maghrébins deviennent des acteurs d'une configuration dont le centre est désormais en France. Durant la décennie des années 1970, on assiste à un processus de fixation, d'implantation dans la société française, ce qui est conjointement une mise à distance de la société d'origine.

Ce mouvement d'implantation serait à analyser ; il se noue autour des enfants qui grandissent en France, qui y sont scolarisés et qui enferment leurs parents dans la logique de la fixation à travers des tensions internes à la famille. La mise à distance de la société d'origine est parallèle : on en est et on lui est de plus en plus étranger ; l'amertume apparaît au retour des voyages de vacances. Le bouleversement des positions qui s'inscrit dans la famille — le père, la mère, les fils et les filles —, la distance par rapport au modèle culturel de la société d'origine rendent le retour de plus en plus impossible¹.

Les regroupements familiaux massifs des maghrébins se sont d'autre part traduits par une recomposition résidentielle. Les bidonvilles sont détruits à partir de 1970, et intervient l'installation dans les immeubles collectifs des grands ensembles ; ce mouvement s'est effectué dans une logique de ségrégation relative, c'est-à-dire qu'on a pu assister à l'émergence de territoires urbains — dans les périphéries des agglomérations — dans lesquels la population maghrébine — les allogènes plus généralement — tend à devenir la majorité. Les situations locales sont des plus diverses, mais elles sont le produit d'une mécanique unique fondée sur la volonté des familles autochtones d'échapper à la cohabitation interethnique. Il est clair néanmoins que ce n'est pas pour ces dernières le seul facteur explicatif de l'installation dans des maisons individuelles des régions périurbaines.

Cette recomposition résidentielle de la présence de la population maghrébine doit être replacée dans la production de cette même population en acteur idéologique ; l'acteur idéologique avec lequel on cherche à construire la séparation est localisé dans un espace et c'est une manière de cristalliser la séparation. Cet espace est stigmatisé et les médias jouent un rôle central dans cette stigmatisation.

Peu à peu la proximité sociale et la proximité géographique dont elle est le symbole deviennent un enjeu : elles forment progressivement un critère de classement dans le travail et dans la résidence.

1. L'implantation grandissante des immigrés a des résultats importants : on se reportera aux consultations menées auprès des salariés maghrébins de Citroën et Renault ; le choix de la formation et la proportion dérisoire de ceux qui acceptent le retour sont décisifs ou bien encore les résultats également dérisoires de la politique Stoléru lancée en 1977 ; enfin les retours clandestins de la plupart des 5 000 jeunes expulsés, bannis dans les dernières années du septennat de Giscard d'Estaing.

Il y a ceux qui sont emprisonnés dans cette proximité — les français dans les territoires où les immigrés sont dominants et ce sont eux qui votent Le Pen — et ceux qui s'en protègent. Ce processus renvoie à la dualité entre les salariés relativement protégés, et les salariés plus du tout protégés. Ces différences se déploient dans un contexte partagé où chacun est pris dans le risque de voir cette proximité se refermer sur lui.

L'enjeu dont est objet la proximité avec les maghrébins est à la racine de la violence des réactions xénophobes ; cette violence marque une séparation qui s'édifie dans l'imaginaire, le fantasme.

L'émergence d'une telle conjoncture dans les couches populaires peut être confrontée à la carence des forces politiques et syndicales composant la gauche et présentes dans ce milieu, au moment où s'amorce le passage d'une conjoncture à l'autre. Ces dernières ont nié la crise, elles ont laissé les gens fixés dans la situation passée, ce qui a facilité le développement d'un processus interne de passage du pauvre autochtone au maghrébin ; elles ont construit une pratique — à visée étroitement électorale dans laquelle la conquête du pouvoir politique était la condition de la résorption de la crise. Il s'est constitué un divorce entre le discours politique et les processus qui travaillent la société, ce divorce favorisant en lui-même ces processus.

LE DEPLACEMENT IDEOLOGIQUE DE LA VIOLENCE

L'assimilation entre la délinquance et les maghrébins est un des thèmes singulièrement insistant de la campagne xénophobe ; il s'agit précisément de la petite délinquance quotidienne dont les acteurs sont les jeunes maghrébins. C'est là une étape dans la campagne sécuritaire menée par les forces conservatrices de ce pays depuis quinze ans ; cette ethnicisation actuelle appelle la réflexion.

Quelle est la base sur laquelle la campagne sécuritaire s'appuie dans la société ? Aux différents niveaux de la vie sociale un processus intervient : le champ social se constitue à travers le refoulement à ses frontières de ceux qui sont les porteurs de la violence, d'une manière générale les porteurs de la transgression des règles et codes qui constituent le contexte nécessaire à la vie sociale interne. Les relations internes au champ social se développent sur la base de ces règles et codes qui sont reproduits à travers la mise à distance,

1. Les maghrébins sont acteurs d'un mouvement d'implantation dans la société française, ils vivent un bouleversement complet ; mais ce mouvement n'a pas de correspondance dans le travail ; ils continuent à y occuper les positions subalternes qui étaient les leurs dans la situation antérieure.

l'isolement de ces personnages. Ces derniers sont repoussés à la marge et leur implication dans le cercle des relations avec les policiers et les magistrats constituent leur isolement. La traduction globale de ce processus apparaît dans l'imaginaire du délinquant pris dans le cercle magique des policiers, des magistrats, des procès et de la prison ; il est édifié dans le roman et le film, dans la mise en scène des faits divers. Ce sont là des éléments importants du fonctionnement social de nos univers urbanisés.

La campagne sécuritaire repose sur ces processus secrétés dans la société. Elle met en scène le pouvoir étatique protecteur et démontre sa capacité de protection ; elle met en scène cette capacité ou elle dénonce son incapacité avec la mise en place de pouvoirs de substitution dans ce domaine, comme l'organisation de milices par les municipalités.

Tel est le contexte dans lequel intervient la caractérisation ethnique de la petite délinquance, dans la campagne xénophobe menée par la droite ; il faut analyser cette question dans la perspective de ses effets spécifiques dans les couches sociales populaires.

Dans le cadre des quartiers de la périphérie urbaine intervient le processus de constitution d'une poignée d'adolescents — les loubards — en porteurs de la violence et de la transgression ; c'est une minorité très étroite d'adolescents — des garçons — qui sont ainsi produits en acteur idéologique composant une référence négative, ce qui permet de maintenir l'ensemble des adolescents sous la tutelle familiale dans le contexte du passage de l'école au travail, et du mariage.

La crise fait sentir ses effets dans ce domaine ; le passage de l'école au travail devient de plus en plus long, aléatoire et complexe ; les parents voient leurs enfants adolescents et adultes se trouver dans une situation qui contient en elle le risque de devenir ce que sont ces loubards, des enfants perdus.

Cette situation est favorable à l'externalisation de l'acteur idéologique par la séparation contenue dans sa caractéristique ethnique ; on le fixe hors de soi, partant magiquement on exorcise la peur provoquée par la situation de ses propres enfants ; c'est là une des raisons de l'écho du discours sécuritaire dans les couches sociales populaires.

Les deux mouvements se conjuguent ; les pauvres enfermés dans la précarité et les porteurs de la violence sont les maghrébins et l'ensemble de la population maghrébine définie ethniquement est ainsi refoulé hors de la société ; elle campe à ses portes et elle en constitue la frontière¹.

voir note à la page suivante

LES MAGHREBINS : NOUVEAUX ACTEURS

Jusqu'à présent la population maghrébine a été considérée principalement dans la perspective de l'utilisation qui en est faite dans la pratique sociale des autochtones, mais de plus en plus elle est actrice. Comment comprendre le mode d'émergence de cet acteur collectif ? Il doit être replacé dans le processus d'implantation dans la société française qui est la caractéristique de la décade écoulée.

A partir du moment où les maghrébins sont implantés dans la société française, ils tentent de devenir acteur de l'espace public et dès lors la place qui leur est assignée par les autochtones devient une dimension importante. Dans la conjoncture précédente la question de l'édification dans l'espace public d'une présence collective ne se pose pas. Les immigrés sont rattachés à leur société d'origine et c'est en elle qu'ils sont des acteurs. Ils se contentent de reconstituer en pays d'exil des relations qui y ont leurs racines à travers les regroupements familiaux et régionaux. Le sens de leur présence — l'épargne — se localise dans la société d'origine. A partir du moment où se développe le processus d'implantation dans la société française intervient conjointement leur auto-production en acteur de l'espace public, à différents niveaux.

Ce mouvement prend la forme de pratiques dans lesquelles se marque l'affirmation d'une identité collective ethno-culturelle à travers, par exemple, la dimension islamique. Cette affirmation peut être décelée dans la résidence avec l'édification des mosquées — souvent dans un contexte de luttes — et dans la production, en particulier avec les ruptures intervenues dans les années quatre-vingts dans les luttes des O.S. Ces derniers imposent l'organisation d'espaces de prières dans les ateliers et des pauses dans les horaires pour le rama-

1. C'est une nouvelle mouture de l'assimilation des classes laborieuses et des classes dangereuses sur laquelle la bourgeoisie a vécu.

La production de la population maghrébine occupant la frontière du champ social est renforcée et fixée par la TV (qu'on se réfère à la violence comme caractéristique ethnique dans les rodéo des Minguettes, les affrontements dans l'Atelier 3 de Poissy, Beyrouth, il y a de part la contiguïté des images, renforcement de la caractérisation ethnique de la violence); de même cette nouvelle frontière de l'ethnie se construit dans l'insistance à établir la relation entre les allogènes et la drogue comme dans l'Ilot Chalon, les scènes d'intervention policière, la chasse aux clandestins, qui font de tous les maghrébins des hors sociétés. Sans parler des déclarations de membres du pouvoir qui donnent légitimation à ces opérations; G. Defferre parle ainsi de l'intégrisme musulman comme élément changeant la signification de la présence des maghrébins; ou encore les déclarations de Mauroy, Auroux, Defferre sur les grèves dans les usines de fabrication d'automobiles en janvier et février 1983.

C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre les échos rencontrés par les fresques historico-mythique sur l'invasion des futurs 100 millions de maghrébins de l'an 2000, la colonisation à l'envers qui est en train de se développer et la génération des enfants qui seront des étrangers dans leur propre pays !

dan. Parallèlement, des ruptures dans la forme se dessinent : gestuelles et discours introduisent la référence coranique.

Ces pratiques dans lesquelles se dessine l'édification publique d'une identité ethno-culturelle sont une double réponse : réponse au refoulement dont les maghrébins sont l'objet et ce faisant elles renforcent leur refoulement dans la différence ethno-culturelle. C'est dans cette réponse que se traduit l'implantation dans la société française et c'est un mode paradoxal d'édification d'une présence collective dans l'espace public.

Ces pratiques sont de ce fait l'objet d'un contresens ; alors qu'il s'agit pour leurs acteurs d'affirmer leur présence en France, les autochtones y voient le maintien de la relation, de la continuité avec la société d'origine ; ils y lisent une continuité qui alimente le mythe du retour. Le contresens est absolu : on y perçoit le transit alors qu'ils sont le signe du permanent.

Dans le cadre des territoires urbains dans lesquels ils sont de plus en plus nombreux, les jeunes maghrébins produisent un espace de communication dans lequel se rencontrent le rock, l'imaginaire des noirs américains, la convivialité produite dans la petite délinquance et la consommation de drogue à travers ce que d'aucuns appellent une culture de rue ou de banlieue par l'aspect linguistique. Ils établissent aussi leur relation avec les autres jeunes, allogènes et autochtones.

Ces pratiques ont un double sens ; dans cet univers de relations sur lequel l'observateur jette un regard où se mêlent la crainte et la répulsion, il y a la volonté de rupture avec la condition de la génération précédente — celle des parents — et avec la condition d'immigré. C'est une marque de l'appartenance revendiquée à la société française qui est la seule qu'ils connaissent.

Cet univers est parallèlement la réponse, l'affirmation d'appartenance au refoulement à la marge, dans la condition ethno-culturelle, dans une différence dans laquelle ils voient la condition d'immigré ; le terrain de ce refoulement est noué par les situations de rencontre avec les policiers et les travailleurs sociaux, par l'embauche et la discrimination dans l'accès au travail salarié. Ils sont victimes d'une double exclusion, ils sont jeunes, ils sont maghrébins.

La distinction entre les garçons et les filles est significative ; les garçons réussissent plus mal que les filles à l'école et ont beaucoup plus de difficultés à obtenir un travail salarié que celles-ci. Cette différence à une double origine : dans la confrontation avec les autochtones et dans les différences d'enjeu. Pour les filles l'école et le travail salarié sont la seule manière de rompre avec la condition de leur mère et soeurs aînées dans la famille ; c'est une voie pour desser-

rer le carcan familial et un mode de rupture avec la génération précédente. Pour les garçons, la rupture se joue sur le terrain du travail salarié et ils refusent l'héritage de leurs pères corvéable à merci ; mais leur échec scolaire massif les met dans une situation où ils n'ont que cette possibilité. Le refoulement dont les jeunes maghrébins sont les victimes à l'embauche a donc ses relais dans leur position interne et leur place dans la famille.

Quelle conjonction établir entre ces deux dimensions : édification de l'identité collective dans la différence ethno-culturelle, et les jeunes issus de la migration dans un mouvement de rupture ? La famille est le cadre d'une tension extraordinaire — exprimée d'ailleurs dans les romans — dans l'affirmation ethno-culturelle au sein de l'espace public français. Il y a pour les parents un effort de renforcement de leur position dans la famille, par la médiation du modèle culturel familial islamique ; c'est ce qui explique que les jeunes refusent massivement cette identité ethno-culturelle. Mais la tension s'exprime aussi dans le bouleversement des positions internes : le père navré qui dit « Mes garçons, ce sont mes filles maintenant », dans une situation où il est au chômage, ainsi que ses fils, le seul salaire rentrant dans le budget familial étant celui de la fille.

Ces bouleversements ont pour conséquences de réduire le champ des possibilités du retour. Ils produisent des étrangers par rapport à la société d'origine ; les jeunes sont ceux autour desquels se construit l'implantation des immigrés et ils sont le pivot d'un mouvement d'émergence d'une configuration dont le centre est en France, les parents, l'autre génération étant entraînée dans ce mouvement.

Dans la conjoncture qui se dessine devant nous, l'enjeu est important : depuis un siècle la société française a été un melting-pot d'une grande efficacité : elle a intégré des vagues d'immigrants, italiens, espagnols, polonais, et autres. Cette intégration s'est faite à travers la génération issue de la migration et l'école a été un des principaux cadres de cette intégration. La différence ethnique s'est retrouvée résorbée. Le dispositif intermédiaire, la culture locale sur la base de l'activité professionnelle a été un cadre unificateur de gens d'origines ethniques différentes et des paysans autochtones. Actuellement le processus d'intégration par la nouvelle génération apparaît bloqué et la campagne politique xénophobe non seulement renforce le blocage mais rend aléatoire son dépassement.

En effet la première génération est renforcée dans sa production d'une identité ethno-culturelle de par son refoulement dans la condition ethnique, et la nouvelle génération, actuellement en position ambivalente, est repoussée dans cette condition qu'elle refuse. Cette situation contient le risque de voir le dépassement de cet antagonis-

me dans une réunification sur la base de l'islam.

Quelque soit la manière dont on examine la conjoncture, on est placé dans une situation où la présence d'une population maghrébine quantitativement importante dans la société française est un fait. Elle est prise dans une condition ethno-culturelle spécifique et cette situation rend inéluctable une transformation fondamentale des règles de notre vie collective.

Les conditions telles que la crise les dessine expliquent l'écho rencontré par la campagne xénophobe parmi les couches populaires ; mais quels sont les effets de cette campagne ? Elle renforce les processus ; elle impose peu à peu un sens univoque aux messages des médias ; elle produit progressivement une population définie ethniquement, installée aux frontières du social et fixe toutes les peurs dégagées par la crise. Les signes de cette situation sont en outre la tolérance de l'opinion à l'égard des crimes racistes.

Ce mouvement doit être replacé dans le repliement sur soi, dans la famille et le subjectif – le privé – qui forment également la réduction drastique à l'espace public des relations sociales. Ce vide a deux aspects : d'une part la décomposition des solidarités, dans le travail en particulier, de par la crise et, d'autre part le reflux généralisé de la présence militante des forces de gauche, dans le travail pour les syndicats, dans la résidence pour les partis. Ces deux mouvements sont en corrélation dans la mesure où la présence militante de gauche n'a pas été porteuse d'une alternative aux décompositions produites par la crise.

Le vide de l'espace public de communication est lourd de danger. Le risque existe de voir se reconstituer la communication sur la base de lutte contre l'ennemi ethniquement identifié qui est placé aux frontières du champ social. A travers cette lutte se cherchera une identité collective perdue, une identité toute négative. L'unification avec la base traditionnelle de la droite dans les couches populaires serait alors la neutralisation des contradictions.

La campagne xénophobe actuelle doit par ailleurs être replacée dans un contexte plus vaste. La population maghrébine est désormais partie prenante de la société française et le mode d'intégration passé des flux de migration précédents est bloqué, en particulier au niveau stratégique de la nouvelle génération. Nous nous trouvons donc devant le défi d'édifier un cadre nouveau de vie sociale dans lequel l'appartenance et la différence ethno-culturelle sont conjuguées. La tension xénophobe autour de la présence des maghrébins n'est que l'aspect visible, la pierre d'achoppement autour de laquelle se développe une transformation générale devant laquelle on hésite.

Le discours politique trouve un écho réel dans les couches sociales populaires ; on s'interroge ici sur les conditions qui rendent intelligible cet écho et le succès que rencontre la campagne politique xénophobe. Schématiquement cette dérive est présentée comme trouvant ses racines dans la crise. On croit avoir épuisé la question en introduisant l'utilisation des Maghrébins comme des boucs émissaires. Il apparaît cependant nécessaire d'aller plus loin.

Xenophobic political declaration correspond to a real preoccupation amongst the working classes ; in this paper we examine the conditions which underlie this preoccupation and the success encountered by xenophobic political campaigns. Briefly, this tendency is presented as originating in the crisis. The question seems to have been explained by the introduction of the use of North Africans as scapegoats. However, it seems to be necessary to go further.

ESPACES ET SOCIÉTÉS

Revue critique internationale de l'aménagement,
de l'architecture et de l'urbanisation

JUILLET - DÉCEMBRE 1984

N° 45

FONDATEURS : Henri LEFEBVRE, Anatole KOPP
DIRECTEUR : Raymond LEDRUT

Collectif de rédaction

Macha AUVRAY, Remy BUTLER, Michel COQUERY, Jean-Pierre GARNIER,
Guy JALABERT, Serge JONAS, Bernard KAYSER, Héliène LAMIC, François
LAUTIER, Raymond LEDRUT, Sylvia OSTROWETSKY, Pierre RIBOULET

la question communautaire ou la cohabitation
pluri-ethnique en France

Maurice BLANC, Jean-Pierre GARNIER : la question communautaire ou la cohabitation pluri-ethnique en France. Jean MONTOVANI, Odile SAINT RAYMOND : Espace et coexistence interethnique. Gilles VERPRAET, Roselyne VILLANOVA : Territoires et Migrations (Analyse des rapports interculturels entre groupes ethniques dans une cité résidentielle à partir de leurs trajets migratoires). Richard LAURAIRE : Prendre l'étranger à la lettre : Images et usages de l'alphabétisation. Claudine QUENTIN : Les Tsiganes et le travail social. Christine DOURLENS, Pierre VIDAL-NAQUET : Attribution des logements H.L.M. et gestion territoriale des différences. Abdelkader BELBAHRI : Les Minguettes ou la surlocalisation du social. Abdelkader BELBAHRI : Opération couinage. Jean-Pierre LEVY : Ségrégation et filières d'attribution des logements sociaux locatifs. L'exemple de Gennevilliers. Claudia SCHONING-KALENDER : Le «Turkish Way of Life» en Allemagne Fédérale : la structure interne de la colonie turque de la ville de Mannheim. Maurice BLANC, Danièle BLOCH-STURM : L'habitat des noirs et la lutte contre la discrimination raciale en Grande-Bretagne. Michelle GUILLON, Véronique de RUDDER, Isabelle TABOADA-LEONETTI : Pratiques urbaines et transformations sociales dans les quartiers pluri-ethniques.

ÉDITIONS ANTHROPOS

Direction-Rédaction-Administration-Abonnements : 15 rue Lacépède,
Paris 5, Tel. 535-22-47. Abonnement annuel pour deux numéros :
France 160 F.-Étranger 180 F.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste,
chèque postal

(C.C.P. Paris 8 721 23)